



APPEL DES ORGANISATIONS SYNDICALES ICAUNAISES CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA.

La crise économique amplifiée par la crise financière internationale touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois et leurs revenus.

Alors qu'ils n'en sont en rien responsables les salariés, demandeurs d'emploi et retraités, en sont les premières victimes. Elle menace l'avenir des jeunes, met à mal la cohésion sociale et les solidarités ; elle accroît les inégalités et les risques de précarité. Surmonter cette crise implique des mesures urgentes d'une autre nature que celles prises par l'Etat et les entreprises, pour être au service de l'emploi et des rémunérations.

C'est pourquoi, les organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appellent les salariés du privé et du public, les chômeurs, les jeunes et les retraités, à une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle le 29 janvier 2009 : elle donnera lieu dans tout le pays à des grèves et des manifestations.

Elles appellent à agir massivement et interpeller les responsables gouvernementaux, les responsables patronaux et les employeurs pour :

- défendre l'emploi privé face aux plans de licenciements massifs annoncés dans l'Yonne (Paul Renard, Fruehauf, Amora etc...), aux mesures de chômage partiel et à la casse de l'emploi industriel;
- défendre l'emploi public contre les suppressions de postes qui se poursuivent (aux Finances, à l'Education Nationale par exemple).
- lutter contre la précarité : la montée en puissance du chômage, et mise sur le carreau de bon nombre d'intérimaires, et lutter contre les déréglementations économiques et sociales ;
- exiger des politiques de rémunérations qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ;
- défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, et assurer une couverture médicale de haut niveau sur l'ensemble du département ;
- des services publics de qualité et de proximité qui assurent en particulier tout leur rôle de cohésion sociale pour répondre aux besoins sociaux et de solidarité, et non à la mise en œuvre de la RGPP qui va peser fortement sur la bonne marche des services publics ;
- l'abandon de la privatisation de la Poste, le maintien des emplois civils dans le cadre de la réforme de l'armée.